

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/10139]

**19 DECEMBRE 2018.** — Loi modifiant diverses dispositions relatives à la réglementation concernant l'enfant sans vie

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 16 mars 1971 sur le travail*

**Art. 2.** L'article 39, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, remplacé par la loi du 9 juillet 2004 et modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, est complété par la phrase suivante :

“Lorsque la travailleuse accouche d'un enfant sans vie, l'interruption de travail est octroyée pour autant que la grossesse ait duré un minimum de cent-quatre-vingts jours à dater de la conception.”.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

**Art. 3.** L'article 114, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par la loi du 9 juillet 2004 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, est complété par la phrase suivante :

“Lorsque la titulaire accouche d'un enfant sans vie, les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 s'appliquent, pour autant que la grossesse ait duré un minimum de cent-quatre-vingts jours à dater de la conception.”.

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges*

**Art. 4.** A l'article 4 de la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 58 proposé du Code civil est remplacé par ce qui suit :

“Art. 58. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un enfant est décédé au moment de la constatation de l'accouchement par le médecin ou l'accoucheuse, après une grossesse de cent-quatre-vingts jours à dater de la conception, l'officier de l'état civil dresse un acte d'enfant sans vie sur la base d'une attestation médicale soumise par une personne apte à communiquer les renseignements requis pour l'établissement de cet acte.

§ 2. Lorsqu'un enfant est décédé au moment de la constatation de l'accouchement par le médecin ou l'accoucheuse, après une grossesse de cent-quarante jours à cent-septante-neuf jours à dater de la conception, l'officier de l'état civil dresse, sur la base d'un certificat médical et à la demande de la mère ou à la demande du père ou de la coparente qui est marié(e) avec la mère, ou qui a fait une reconnaissance prénatale, ou, à la demande du père ou de la coparente non marié(e) avec la mère et qui n'a pas reconnu l'enfant conçu et avec l'autorisation de la mère, un acte d'enfant sans vie.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/10139]

**19 DECEMBER 2018.** — Wet tot wijziging van diverse bepalingen inzake de regelgeving betreffende het levenloos kind

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971*

**Art. 2.** Artikel 39, tweede lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971, vervangen bij de wet van 9 juli 2004 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met de volgende zin :

“Wanneer de werknemster bevalt van een levenloos kind, wordt de arbeidsonderbreking toegekend op voorwaarde dat de zwangerschap minimaal honderdtachtig dagen heeft geduurd te rekenen van de verwekking.”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

**Art. 3.** Artikel 114, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vervangen bij de wet van 9 juli 2004 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt aangevuld met de volgende zin :

“Wanneer de gerechtigde bevalt van een levenloos kind, zijn het eerste tot het derde lid van toepassing, op voorwaarde dat de zwangerschap minimaal honderdtachtig dagen heeft geduurd te rekenen van de verwekking.”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing*

**Art. 4.** In artikel 4 van de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het voorgestelde artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. 58. § 1. Wanneer een kind overleden is op het ogenblik van de vaststelling van de bevalling door de arts of de vroedvrouw na een zwangerschapsduur van honderdtachtig dagen te rekenen van de verwekking, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een akte van een levenloos kind op, op basis van een medisch attest voorgelegd door een persoon die de inlichtingen kan meedelen welke vereist zijn voor het opmaken van de voornoemde akte.

§ 2. Wanneer een kind overleden is op het ogenblik van de vaststelling van de bevalling door de arts of de vroedvrouw na een zwangerschapsduur van honderdveertig dagen tot honderdneegenen-zeventig dagen te rekenen van de verwekking, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand op basis van een medisch attest en op verzoek van de moeder of op verzoek van de vader of de meemoeder die is gehuwd met de moeder of die een prenatale erkenning heeft gedaan, of, op verzoek van de vader of de meemoeder die niet is gehuwd met de moeder noch het verwekt kind heeft erkend en met toestemming van de moeder, een akte van een levenloos kind op.

§ 3. L'enfant décédé au moment de la constatation de l'accouchement par le médecin ou l'accoucheuse n'a pas de personnalité juridique.

L'acte d'enfant sans vie ne produit pas d'effets juridiques sauf si la loi le prévoit expressément.”;

2° l'article 59 proposé du Code civil est remplacé par ce qui suit:

“Art. 59. L'acte d'enfant sans vie mentionne:

1° la date, le lieu, l'heure de l'accouchement et le sexe de l'enfant;

2° la durée de la grossesse;

3° le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de la naissance de la mère;

4° le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de la naissance du père ou de la coparente qui est marié(e) avec la mère ou qui a fait une reconnaissance prénatale, ou, à sa demande, et avec l'autorisation de la mère, le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de la naissance du père ou de la coparente, non marié(e) avec la mère et qui n'a pas reconnu l'enfant conçu;

5° les prénoms de l'enfant, si leur mention est demandée;

6° le nom de l'enfant dont la mère a accouché après une grossesse de cent-quatre-vingts jours à dater de la conception, si sa mention est demandée.

Pour l'attribution du nom visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les articles 335 et 335<sup>ter</sup> s'appliquent par analogie.”.

#### CHAPITRE 5. — *Disposition générale*

**Art. 5.** Les dispositions des lois particulières déjà prises au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi qui se réfèrent à l'acte d'enfant sans vie, s'appliquent aux seuls enfants sans vie visés à l'article 58, § 1<sup>er</sup>, du Code civil, tel que remplacé par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, sauf dispositions contraires expresses.

#### CHAPITRE 6. — *Disposition transitoire*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, les parents d'un enfant sans vie dont la mère a accouché après une grossesse de cent-quatre-vingts jours à dater de la conception, et dont la déclaration a été faite avant l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent, par déclaration conjointe ou par déclaration du parent survivant en cas de prédécès de l'autre parent, à l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte d'enfant sans vie, demander de mentionner les prénoms et/ou le nom de leur enfant dans l'acte d'enfant sans vie conformément à l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, du Code civil, tel que remplacé par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges.

L'officier de l'état civil compétent modifie immédiatement l'acte d'enfant sans vie suite à la déclaration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, par analogie du nouvel article 31, §§ 2 et 3 du Code civil, tel que remplacé par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges.

§ 2. Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, les parents d'un enfant sans vie dont la mère a accouché après une grossesse de cent-quarante jours à cent-septante-neuf jours à dater de la conception, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent, par déclaration conjointe ou par déclaration du parent survivant en cas de prédécès de l'autre parent, demander à l'officier de l'état civil de la commune du lieu de l'accouchement, de dresser un acte de déclaration d'enfant sans vie conformément aux articles 58 et 59 du Code civil, tel que remplacé par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges.

§ 3. Het kind dat overleden is op het ogenblik van de vaststelling van de bevalling door de arts of de vroedvrouw, heeft geen rechtspersoonlijkheid.

De akte van een levenloos kind heeft geen rechtsgevolgen uitgezonderd deze uitdrukkelijk door de wet bepaald.”;

2° het voorgestelde artikel 59 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 59. De akte van een levenloos kind vermeldt:

1° de datum, de plaats, het uur van de bevalling en het geslacht van het kind;

2° de zwangerschapsduur;

3° de naam, de voornamen, de geboortedatum en de geboorteplaats van de moeder;

4° de naam, de voornamen, de geboortedatum en de geboorteplaats van de vader of de meemoeder, die gehuwd is met de moeder of die een prenatale erkenning heeft gedaan, of, op zijn of haar verzoek en met toestemming van de moeder, de naam, de voornamen, de geboortedatum en de geboorteplaats van de vader of de meemoeder die niet gehuwd is met de moeder noch het verwekt kind heeft erkend;

5° de voornamen van het kind, indien om de vermelding ervan wordt verzocht;

6° de naam van het kind waarvan de moeder bevallen is na een zwangerschapsduur van honderdtachtig dagen te rekenen van de verwekking, indien om de vermelding ervan wordt verzocht.

Voor de toekenning van de naam bedoeld in het eerste lid, 6°, zijn de artikelen 335 en 335<sup>ter</sup> van overeenkomstige toepassing.”.

#### HOOFDSTUK 5. — *Algemene bepaling*

**Art. 5.** De op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet in bijzondere wetgeving opgenomen bepalingen die verwijzen naar de akte van een levenloos kind, zijn enkel van toepassing op de levenloze kinderen bedoeld in artikel 58, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepalingen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Overgangsbepaling*

**Art. 6.** § 1. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet kunnen de ouders van een levenloos kind waarvan de moeder bevallen is na een zwangerschapsduur van honderdtachtig dagen te rekenen van de verwekking en waarvan aangifte werd gedaan voor de inwerkingtreding van deze wet, bij een gemeenschappelijke verklaring of bij verklaring van de langstlevende ouder, in geval van vooroverlijden van de andere ouder, bij de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte van een levenloos kind heeft opgemaakt, vragen om de voornamen en/of de naam van hun kind te vermelden in de akte van een levenloos kind overeenkomstig het nieuwe artikel 59, eerste lid, 5° en 6°, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing.

De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand wijzigt onmiddellijk de akte van een levenloos kind ten gevolge van de in het eerste lid bedoelde verklaring, naar analogie met het nieuwe artikel 31, §§ 2 en 3, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing.

§ 2. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet kunnen de ouders van een levenloos kind waarvan de moeder bevallen is na een zwangerschapsduur van honderdveertig dagen tot honderdneegenzeventig dagen te rekenen van de verwekking, vóór de inwerkingtreding van deze wet, bij een gemeenschappelijke verklaring of bij verklaring van de langstlevende ouder, in geval van vooroverlijden van de andere ouder, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de plaats van bevalling vragen een akte van een levenloos kind op te maken, overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing.

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

**Art. 7.** La présente loi entre en vigueur le 31 mars 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)  
Documents. 54-3271

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

**Art. 7.** Deze wet treedt in werking op 31 maart 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be):  
Stukken. 54-3271

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2018/15331]

**19 DECEMBRE 2018.** — Arrêté royal fixant les modalités spécifiques d'émission de la loterie à billets, appelée « Subito 10 euros », loterie publique organisée par la Loterie Nationale

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la Loi-programme I du 24 décembre 2002 et la loi du 10 janvier 2010, et l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, modifié par la Loi-programme I du 24 décembre 2002;

Considérant l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant les modalités générales d'émission des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous forme de loteries à billets;

Considérant que le Comité de Jeu Responsable visé à l'article 7 du contrat de gestion conclu entre l'Etat belge et la Loterie Nationale le 26 juillet 2016 et approuvé par l'arrêté royal du 30 août 2016, a donné un avis favorable le 24 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 12 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Budget et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La loterie à billets « Subito 10 euros » est une loterie organisée par la Loterie Nationale. Elle est organisée conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant les modalités générales d'émission des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous forme de loteries à billets.

Le nombre de billets de chaque émission de « Subito 10 euros » est fixé par la Loterie Nationale soit à 1.500.000, soit en multiples de 1.500.000.

Le prix de vente d'un billet est fixé à 10 euros.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2018/15331]

**19 DECEMBER 2018.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de specifieke uitgiftevoorschriften van de loterij met biljetten, genaamd "Subito 10 euro", een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, artikel 3, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de Programmawet I van 24 december 2002 en de wet van 10 januari 2010, en artikel 6, § 1, 1<sup>o</sup>, gewijzigd bij de Programmawet I van 24 december 2002;

Overwegende het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de algemene uitgiftevoorschriften van openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij in de vorm van loterijen met biljetten;

Overwegende dat het Comité Verantwoord Spel, bedoeld in artikel 7 van het beheerscontract gesloten tussen de Belgische Staat en de Nationale Loterij op 26 juli 2016 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van 30 augustus 2016, een gunstig advies heeft gegeven op 24 september 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 12 november 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De loterij met biljetten "Subito 10 euro" is een loterij georganiseerd door de Nationale Loterij. Ze wordt georganiseerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de algemene uitgiftevoorschriften van openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij in de vorm van loterijen met biljetten.

Het aantal biljetten van elke uitgifte van "Subito 10 euro" wordt door de Nationale Loterij vastgesteld op 1.500.000 of op veelvoud van 1.500.000.

De verkoopprijs van een biljet is vastgelegd op 10 euro.